



n°309 - avril 2026

L'humanitaire perdu, désorienté, égaré, quels rebonds, quel avenir ?

Mots clés associés : gouvernance mondiale, mondialisation | générations futures, prospective, temporalités | aide au développement | gouvernance internationale | prospective | solidarité | stratégies pour le développement durable | temporalité | visions du futur

Résumé

Cet article reprend une double publication dans la revue Défis Humanitaires. Il souligne combien l'action humanitaire se retrouve aujourd'hui perdue, désorientée, égarée, par le contexte international. La 1^{ère} partie privilégie la vision d'ONGs humanitaires et la partie 2 fait un bilan de l'évolution des aides humanitaires recensées par l'OCDE au titre du Comité d'Aide au Développement (CAD) depuis une dizaine d'années. L'action humanitaire c'est en priorité le secours aux populations menacées par les conflits, les catastrophes et les épidémies et souvent en situation de grande pauvreté.

Le sujet peut sans doute être élargi. C'est l'ensemble de l'aide au développement, comme de l'action humanitaire qui est aujourd'hui remise en cause à la fois dans son champ et dans son financement. (Voir dans l'EDD : les articles n°310 « [De quoi la crise de l'aide publique au développement est-elle le symptôme ?](#) » et n°264 « [Les communs et l'aide au développement](#) »).

Auteurs

Boinet Alain

Président de l'association 'Défis Humanitaires' qui publie la revue mensuelle du même nom. Fondateur de l'ONG humanitaire 'Solidarités International' dont il a été le directeur général durant 35 ans.

Par ailleurs, il est membre du Conseil d'administration du Partenariat Français pour l'eau, de l'ONG 'Solidarités International', de la Fondation Veolia.

Enfin, il est membre du Groupe de Concertation Humanitaire avec le ministère de l'Europe et des affaires étrangères et son Centre de Crise et de Soutien (CDCS). Il réalise régulièrement des missions humanitaires sur le terrain et témoigne dans les médias.

Fabre Cyprien

Chef de l'unité « crises et fragilités » à l'OCDE.

Après plusieurs années de missions humanitaires avec 'Solidarités', il rejoint ECHO, le département humanitaire de la Commission Européenne en 2003, et occupe plusieurs postes dans des contextes de crises. Puis l'OECD en 2016 pour analyser l'engagement des membres du DAC dans les pays fragiles ou en crise.

Il a également écrit une série de guides "*policy into action*" puis "*Lives in crises*" afin d'aider à traduire les engagements politiques et financiers des bailleurs en programmation efficace dans les crises.

Il est diplômé de la faculté de Droit d'Aix-Marseille.

Texte

Partie 1 - L'humanitaire perdu, désorienté, égaré, quels rebonds, quel avenir ?

Alain Boinet-Association Défis Humanitaires

L'action humanitaire se retrouve aujourd'hui perdue, désorientée, égarée, par la multiplication des conflits et une baisse généralisée des financements accordées au titre de l'APD.

L'humanitaire international, aujourd'hui, revêt de multiples aspects s'agissant des cibles visées : populations victimes des catastrophes naturelles ou des conflits armés ou populations soumises aux difficultés de la grande pauvreté. Les moyens d'action sont très variés autour de tout ce qui concerne l'accès aux biens essentiels (eau, énergie, logement, alimentation, services de santé, éducation, sécurité, etc.).

L'action humanitaire mobilise des financements d'origine très variées internationales et nationales, publiques et privées ; elle s'exprime par le soutien de nombreuses ONGs via des dons, le bénévolat, par un soutien aux grandes causes portées par les organisations humanitaires venant d'organisations publiques ou privées et est mise en œuvre par des associations de profil et de taille très variées.

Le Forum Espace Humanitaire (FEH) a réuni le 30 janvier 2026 à Science Po Saint Germain-en-Laye une cinquantaine de dirigeants humanitaires d'ONG sur cette question « *Lost in transition ? Regards historiques, citoyens et d'avenir sur un humanitaire en danger* ».

Concernant le titre choisi par les organisateurs « *Lost in transition* », plusieurs traductions en français sont possibles : Perdu dans la période de transition, ou encore désorienté, voire égaré qui traduisent bien que l'humanitaire est entré dans une phase critique de son histoire.

A Davos, Mark Carney, le premier ministre du Canada, a déclaré « Nous sommes en pleine rupture, et non en pleine transition » et je crois que c'est juste. Cependant, les humanitaires se doivent d'assumer leur transition dans la rupture géopolitique de l'ordre mondial et ses conséquences multiples dont la chute des financements publics !

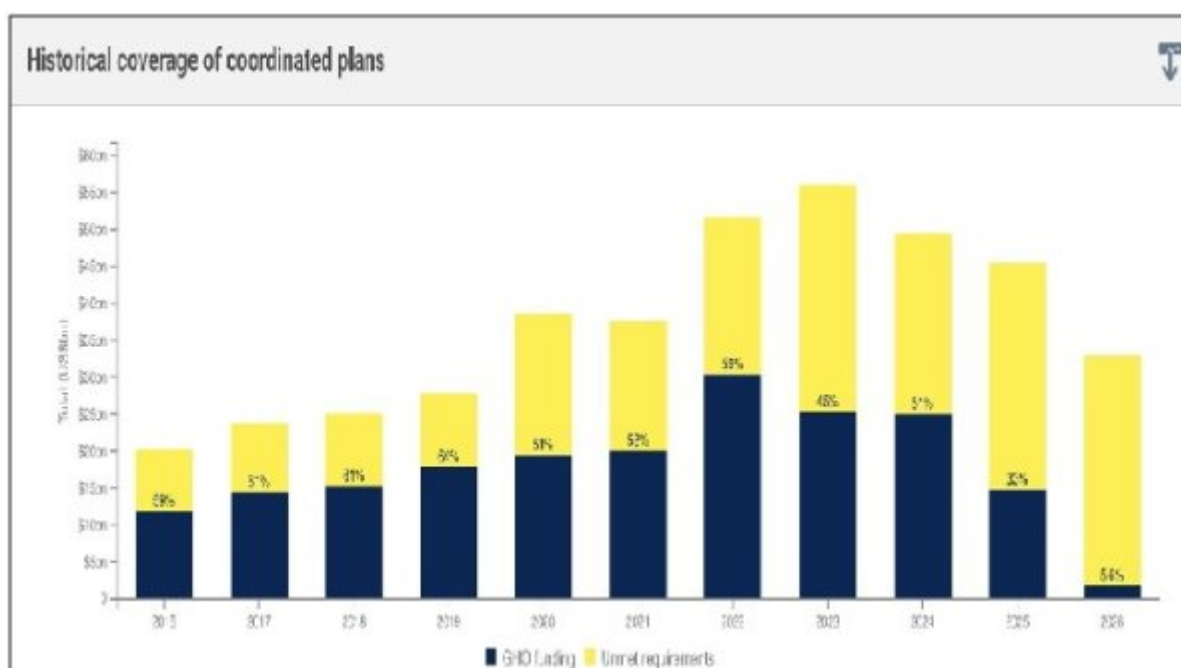
C'est l'occasion de présenter d'abord les 10 questions principales soulevées à l'occasion de ce Forum.

Ensuite, ce texte vous invite à revenir sur trois domaines de « rupture » en cours : le choc

géopolitique multiforme, le choc des financements humanitaires, de l'accès des secours et du droit international humanitaire.

A - Les 10 questions clés du Forum : résumé, analyse, commentaire.

- **1. Perdu, désorienté, égaré ?** Nous passons d'une période du droit d'ingérence triomphant (1991 résolutions 688 de l'ONU sur l'Irak et la protection de la population Kurde), de la multiplication des interventions occidentales (Somalie, Irak, Serbie, Afghanistan) et celles de multiples opérations dites de paix de l'ONU (Irak, Bosnie, RDC) à une remise en cause des règles établies depuis 1945 et à une chute brutale du financement de l'aide humanitaire et au développement. L'invasion de l'Ukraine par la Russie et la seconde élection de Donald Trump en sont les deux causes déterminantes. Face à ce « tsunami géopolitique » et au recul des capacités des ONGs de plus d'une décennie, ne rien faire ou « faire le dos rond » serait une option des plus risquée ! Si l'histoire humanitaire sur le temps long a toujours été ponctuée par des crises, celle-ci est à l'égal d'un tsunami.



Couverture historique plan coordonné humanitaire

2018-2026 ©Financial tracking service+

- **2. Le « bateau humanitaire dans l'œil du cyclone »** avec des vents dévastateurs changeant de direction, pour reprendre l'image d'un intervenant. Pour sauver tout ou partie du bateau et de l'équipage, il va falloir s'adapter aux vents, courants et vagues en maintenant le cap final de sauver des vies. Le but est le chemin ». Je le répète, ne rien faire, « faire le dos rond » en attendant que ça passe est certainement un risque sérieux à éviter. Ainsi, par exemple, telle ONG va perdre 50% de son budget en 3 ans ! Si les ONGs financées en totalité ou presque par les particuliers échappent à la chute de leur financement, elles n'échappent pas au bouleversement de l'écosystème. Le jour même du FEH, le Secrétaire Général de l'ONU, Antonio Guterres, alertait les Etats membres d'un risque « d'effondrement financier imminent » ! C'est tout le système multilatéral qui est en risque et qui est de facto déjà concurrencé par le « Conseil de Paix » de Donald Trump. Pour autant, les besoins humanitaires de 300 millions d'êtres humains sont toujours là et guident la mission des organisations humanitaires qui doivent s'adapter, se réformer ou se révolutionner selon leur situation respective et leur choix.



L'équipe mixte Solidarités International-Véolia autour d'un Aquaforce 2000 en Ukraine.

©Fondation Veolia

- **3. Engagement et efficience.** Le consensus sur l'aide humanitaire répondant aux besoins vitaux des populations en danger n'empêche pas à nouveau le débat entre la priorité de l'engagement et des valeurs et la priorité de l'efficience des secours. Ce débat fait souvent apparaître la distinction entre les acteurs du plaidoyer et ceux de l'action de l'aide sur le terrain. Mais, franchement, la seule réponse qui vaille me semble t'il est bien celle d'un engagement efficace qui optimise chaque euro pour sauver des vies. Tout est dans l'équilibre dynamique des deux approches, entre la finalité et les moyens de celle-ci. Il apparait bien que les organisations qui privilégient d'abord l'action et celle qui portent surtout le plaidoyer, ne donnent pas la même priorité aux deux termes de l'équation. *Mais, le plaidoyer n'est-il pas au service des secours et ceux-ci n'ont-ils pas besoin de plaider leur cause ?*
- **4. Humanitaire et société civile.** Habituellement, le soutien de la société civile s'exprime par des dons, le bénévolat et par un soutien aux grandes causes portées par les organisations humanitaires. Certains considèrent que les libertés associatives reculent et sont menacées quand d'autres soulignent la faiblesse du narratif des associations. Ce qui est certain, c'est que l'opinion publique évolue en fonction de l'environnement et qu'aujourd'hui les questions de sécurité, de défense, de modèle social, de cohésion nationale et de sécurité internationale les préoccupe particulièrement. De même que les Etats de droit, en France et en Europe notamment, doivent faire face à des menaces grandissantes, ils vont devoir renforcer leur gouvernance, leur puissance et leur unité pour exister, mobiliser, résister. Ne nous y trompons pas, l'Etat-nation n'est pas une ONG. Les humanitaires doivent aussi repenser leur place, leur légitimité et leur communication dans un environnement changeant, perturbé et risqué.
- **5. La politisation et les principes humanitaires.** Certains pensent que la politisation est la réponse nécessaire à des attaques politiques quand d'autres considèrent que les principes humanitaires (neutralité, impartialité, indépendance) constituent la meilleure posture dans tous les cas de figure. Ce qui semble néanmoins certain, c'est que l'exacerbation des clivages tant politiques que géopolitiques vont affecter directement les organisations humanitaires.

C'est un dilemme et un cas de conscience. Pour ma part, je crois que la réponse est double. D'une part, nous avons un plus grand besoin de capacités d'analyse politique et géopolitique. D'autre part, nous devons être et rester des humanitaires. Le choix est simple. Face à une injonction politique, répondre par une position politique nous identifiera à un acteur politique et réduira d'autant notre crédibilité et l'espace humanitaire qui doit rassembler largement et se placer au-dessus de choix partisans. L'humanitaire n'est ni de droite ni de gauche et doit rassembler le plus largement possible. C'est exactement ce que nous faisons sur les terrains de crise où nous agissons au nom de l'impartialité de l'aide. Faire un choix politique est bien sur possible pour tout humanitaire, mais alors dans une organisation politique. Je crois que les principes de la Croix-Rouge d'Henri Dunant sont plus pertinents que jamais.

- **6. Décolonisation, désoccidentalisation de l'aide.** Si l'aide n'est le privilège de personne et si la proximité des personnes affectées est le premier lien de l'entraide, il est vrai aussi que les financements et les organisations internationales de l'aide proviennent essentiellement du monde développé, occidental pour une large part. Accessoirement, les humanitaires considèrent que leur action est un devoir d'humanité en dehors de toute intention de coloniser qui que ce soit. Ces quelques lignes ne mettront pas fin à ce débat. Cependant, je suggère deux attitudes face à cette question. La première, qui a toujours été fondamentalement la mienne, c'est de considérer que là où nous agissons, à l'extérieur de la France, nous ne sommes pas chez nous mais chez eux. Ajoutons que si l'universalisme considère sans distinction l'humanité de chaque personne, il doit simultanément respecter la diversité naturelle du genre humain, cultures, langues, religions, modes de vie, ethnies, en particulier les minorités, la souveraineté de ces populations sur leurs terres qui est une réponse forte à toute tentative de colonisation. Comme tous, je sais que l'histoire de l'humanité est plus complexe, que la confrontation des colocalitaires de la planète est régulière, mais ces points de repère existentiels sont autant de bornes utiles et justes. La seconde réflexion est de considérer que si l'histoire de la colonisation dans sa diversité est également universelle dans le temps et l'espace, il nous faut aujourd'hui considérer cette question à l'aune des ruptures en cours et des risques de vassalisation, y compris la nôtre.
- **7. L'humanitaire et la géopolitique.** Ce sujet n'était pas à l'ordre du jour du Forum, mais je le pose car je crois qu'il est déterminant. Revenons sur la formule que nous pouvons reprendre « agir local, penser global », soit le rapport entre la macro et le micro. Il faudrait que nous les humanitaires comprenions bien le rôle majeur que les guerres et les opérations des Nations-Unies ont joué durant des décennies dans l'existence et le développement des organisations humanitaires, tant par les financements publics que par les soutiens privés largement alimentés par des médias. Ce constat ne remet en aucun cas en cause le bien fondé de leur action pour sauver des vies, mais il permet de comprendre que la chute des financements humanitaires de l'APD venant d'Etats membres de l'Union Européenne avec des gouvernements de droite comme de gauche, avant même les décisions de Donald Trump, est bien de nature géopolitique. Les priorités des Etats, du moins en Europe, sont aujourd'hui plus orientées vers la défense de la liberté, de l'indépendance, de la souveraineté et donc vers la sécurité, mais également pour la sauvegarde de notre modèle social. Comme le dit justement Mark Carney, premier ministre du Canada : « Lorsque les règles ne vous protègent plus, vous devez vous protéger vous-mêmes ». (Mark Carney au Forum économique mondiale ©World economic forum)



©WFP/Sayed Asif Mahmud A - Un véhicule de l'ONU traverse une ville détruite en Ukraine

- **8. L'humanitaire, la guerre et l'Ukraine.** Cette question n'était pas non plus à l'ordre du jour du FEH et je l'ajoute comme une suite de la géopolitique qui lui est liée. A part les catastrophes et les grandes pandémies, l'action humanitaire est principalement dû aux conséquences de la guerre, le plus souvent dans des pays pauvres où les populations basculent rapidement dans la précarité et la menace pour leur vie même. Que l'on pense au Soudan, à la RDC ou au Yémen aujourd'hui. Certes, on ne peut pas traiter de tous les sujets dans un seul Forum. Mais, n'oublions pas, la réalité qui nous interpelle. Selon le CICR (Comité International de la Croix Rouge) le nombre des conflits continue d'augmenter : ils étaient près de 130 en 2024, soit deux fois plus qu'il y a 15 ans. Parmi ces conflits, une vingtaine dure depuis plus de deux décennies. Ainsi, à l'heure où j'écris ces lignes, plus de 204 millions de personnes vivent dans une zone de conflit. Les besoins augmentent, les moyens diminuent, que faisons nous pour secourir et pour influencer les décideurs concernés qui reculent actuellement ? Retour à la réalité de l'urgence des crises.
- **9. Dégradation des débats.** A juste titre, l'une des intervenantes a souligné la dégradation générale des débats, de l'analyse, de la nuance. J'ajouterai le phénomène grandissant de la désinformation, de la propagande, de la vérité dite alternative, Nous devons bien garder cela présent à l'esprit et pratiquer nous-mêmes le discernement, la prospective, la projection et assurer la bienveillance entre nous qui n'empêche ni les débats ni les désaccords. C'est précisément un des axes de réflexion du projet revu de Défis Humanitaires.
- **10. Conclusion toute provisoire.** L'environnement change radicalement et pourtant l'humanitaire est plus nécessaire que jamais dans un monde plus peuplé qui rentre dans une période de conflictualité stratégique qui va affecter nombre de pays et de populations, comme au temps de la « guerre froide ». Il nous faut traverser le désert comme la tempête et se renouveler pour réaliser la mission humanitaire, ici et là-bas, sur la « Terre des hommes » chère à l'humaniste Antoine de Saint Exupéry.

B - Focus sur la logique des ruptures en cours et le que faire.

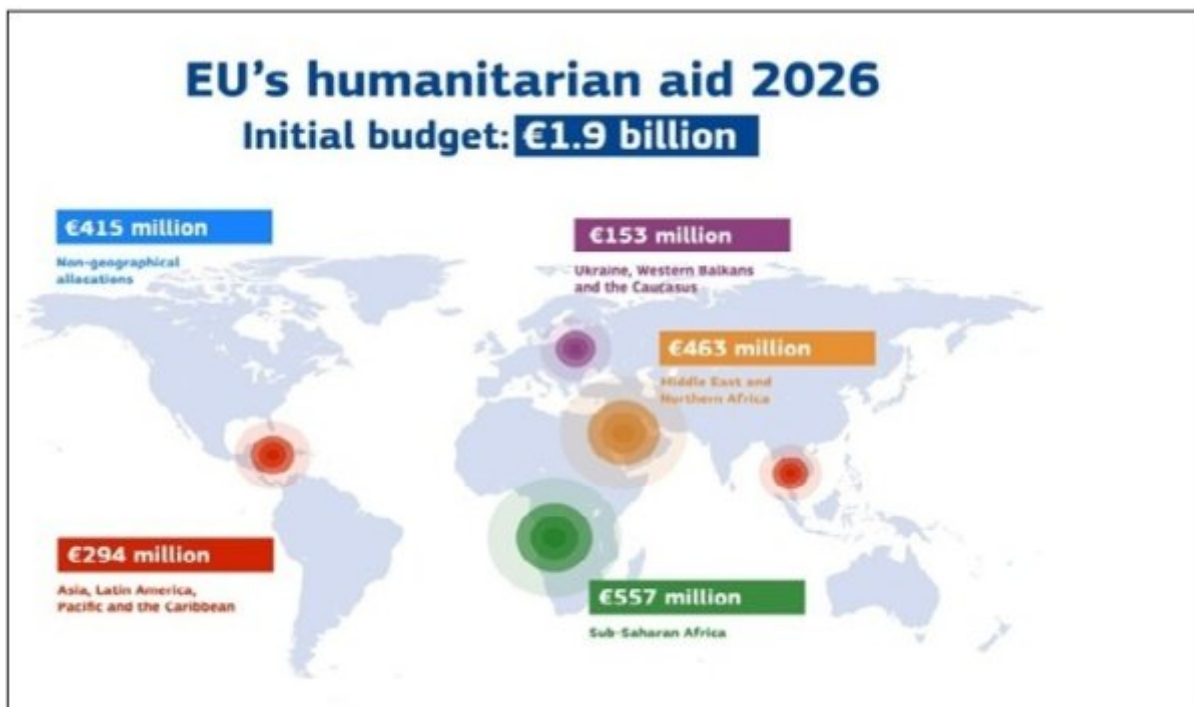
Deux événements majeurs résument à eux seuls la rupture et sont au centre du cyclone géopolitique

qui bouleverse et recompose notre monde.

L'invasion militaire par la Russie -membre du Conseil de Sécurité de l'ONU- en Ukraine, si elle est un échec pour tout le monde, signifie qu'un différend peut dorénavant à nouveau se régler par la force des armes. L'Ukraine va entrer le 22 février 2026 dans sa 5ème année de cette guerre en Europe qui pourrait peut-être s'élargir à d'autres territoires de ce continent sans que le soutien des Etats-Unis soit certain. La guerre est aussi une question humanitaire par ses conséquences humaines et matérielles. Les humanitaires sont-ils prêts à une possible extension des territoires de la guerre ?

La seconde élection de Donald Trump aux Etats-Unis provoque depuis janvier 2025 dans ce pays et dans le monde entier un vaste et profond tremblement de terre. Le code des relations internationales sous l'égide de l'ONU est désormais remplacé par la loi du « deal » du plus fort. En l'espace d'un décret, Donald Trump a annihilé l'aide humanitaire et au développement par la loi plus ou moins égale du commerce et des échanges. Pour mieux comprendre, il faut lire la nouvelle « Stratégie de sécurité nationale des Etats-Unis ». Sans préjuger de la suite, je me remémore cette phrase de Pierre Hassner, historien des relations internationales, qui déclara lors de l'invasion de L'Irak par les Etats-Unis en mars 2003 que « la complexité du monde se vengera » !

La chute brusque et forte des financements humanitaires et de développement est bien sur le signal d'un changement d'époque et de priorité. Rappelons que si le poids des Etats-Unis comme premier financeur mondial a un impact majeur, cette tendance est tout autant le fait des pays membres de l'Union Européenne et de l'OCDE. La seule bonne nouvelle à ce jour est la confirmation du budget humanitaire de la Commission Européenne avec ECHO pour un budget 2026 de 1,9 milliards d'euros et de 415 millions de fonds de réserve pour l'urgence. A Davos, la commissaire Hadja Lahbib a prôné de « nouvelles alliances » en direction des entreprises, des investisseurs, des acteurs de l'innovation afin d'assurer de nouveaux modèles de financement. Les pistes ne manquent pas pour peu que l'on ait la conviction et la volonté. L'enjeu principal maintenant dans le prochain budget du Cadre Financier Pluriannuel (CFP) de l'Union Européenne pour la période 2028-2034. A nous d'agir !



L'évolution des besoins est marquée par la montée des conflits guerriers, l'accélération des catastrophes naturelles en lien avec les changements climatiques. Malgré les progrès enregistrés sur les objectifs de développement durable, persistent de zones de grande pauvreté en milieu rural, comme dans les populations migrantes vers grandes villes, principalement en Afrique conséquences d'une croissance démographique qui reste forte. Un risque important est un recul à l'aide de la grande pauvreté face à une réduction des aides de l'APD et la montée de nouvelles actions jugées prioritaires au titre du développement de pays qui sont sortis du groupe des pays les moins avancés (PMA)

Partie 2 - 2024, le point de bascule des financements humanitaires

Cyprien Fabre - OCDE

Cet article analyse l'engagement de 2020 à 2024 des principaux bailleurs de fonds au titre de leur assistance humanitaire. [1] Les tendances à partir des données enregistrées sur 2025 font l'objet d'un complément en fin d'article reprenant un communiqué récent de l'OCDE). Les financements humanitaires représentent une partie importante de l'Aide Publique au Développement (APD), mobilisée principalement par les pays membres du Comité d'Aide au Développement (CAD) de l'OCDE, mais aussi d'autres pays ou organisations. Ainsi, l'OCDE rapporte les financements de 34 pays membres du CAD, de 17 pays non-membres du CAD et de nombreuses d'organisations multilatérales et 48 fondations philanthropiques. Les données recueillies par l'OCDE proviennent des directement des bailleurs qui rapportent leur contributions chaque année et permettent ainsi de dégager des grandes tendances.

Le champ des actions couvertes au titre de la coopération au développement couvre des actions très variées qui visent à soutenir le développement économique et social de nombreux pays depuis une soixantaine d'années. Certains pays subissent des chocs particuliers, soit des catastrophes naturelles, soit des conflits, et les pays donateurs mobilisent alors des fonds humanitaires pour subvenir aux besoins immédiats des populations. Ces fonds représentaient en 2024 jusqu'à 13% de l'APD globale, une part qui tend à augmenter au vu du nombre de conflits en cours et des besoins croissants des populations affectées par ces conflits.

L'assistance humanitaire couvre également des secteurs variés, mais se concentre sur les besoins les plus immédiats des populations : Accès à l'eau, à la nourriture, au logement, parfois à l'éducation primaire car les conflits et les déplacements de populations durent généralement plusieurs années, voire des décennies. La différence entre assistance humanitaire et coopération au développement tient donc autant à l'objectif qu'aux modalités de mise en œuvre. L'assistance humanitaire vient en aide directement aux populations victimes de choc quand les mécanismes locaux sont dépassés, alors que la coopération au développement soutient des réformes structurelles, souvent au travers des gouvernements centraux ou autorités locales. En cas de conflit, l'assistance humanitaire internationale est rarement mise en œuvre par les gouvernements locaux qui soit n'ont pas la capacité de venir en aide à toute la population affectée, soit parfois n'en ont pas la volonté, en cas de guerre civile par exemple. Ce sont alors les agences des Nations unies, comme le PAM, le UNHCR

ou l'Unicef pour les trois plus connues, ou le Comité International de la Croix Rouge (CICR), ou les sociétés nationales de la Croix rouge et du Croissant rouge, ou bien des ONG internationales, parfois nationales, qui sont alors à la manœuvre.

La pertinence de la coopération au développement est remise en question par les principaux bailleurs, et cette remise en question se traduit par une baisse des financements, y compris des financements humanitaires. C'est en 2024 que le pic de financement a été atteint, et comme l'assistance humanitaire est une partie de l'Aide Publique au Développement, ce pic est désormais visible. Chaque bailleur de fond rapporte ses financements de développement et humanitaire à l'OCDE pour l'année écoulée, et un long processus de vérification permet d'assurer la qualité et la comparabilité des données. C'est ainsi en janvier 2026 que les données 2024 sont disponibles. C'est bien tard à l'échelle du temps humanitaire, mais cela donne tout de même, année après année, une tendance de fond qui conserve une certaine valeur.



©WFP/Musa Abema - Des personnes récemment déplacées font la queue pour recevoir l'aide du PAM dans la province du Sud-Kivu, en République démocratique du Congo.

Tendances globales

En 2024, les données montrent une inflexion nette, avec une baisse globale des volumes engagés d'environ 13%, de 42.1 à 36.7 milliards USD légèrement au-dessus des montants de 2020 (35,8 milliards USD). Cette évolution attendue et déjà identifiée dès 2024 reflète un effet combiné de contraintes budgétaires chez les principaux bailleurs et d'arbitrages politiques plus marqués. (Figure 1)

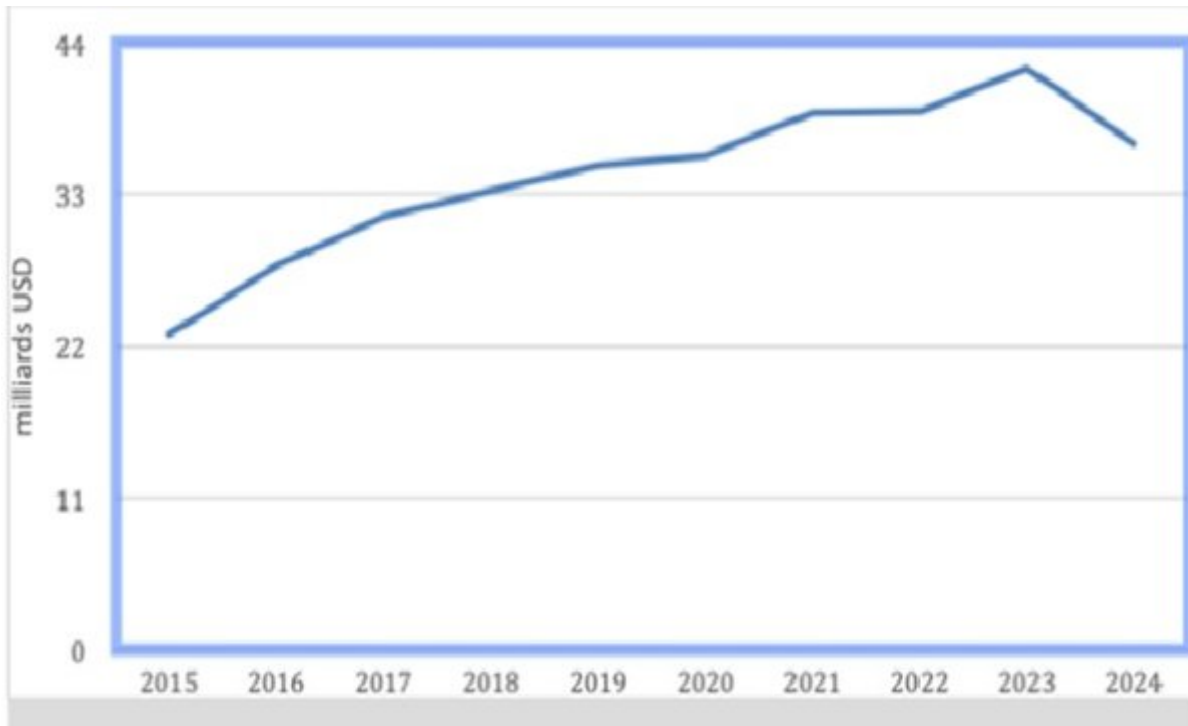


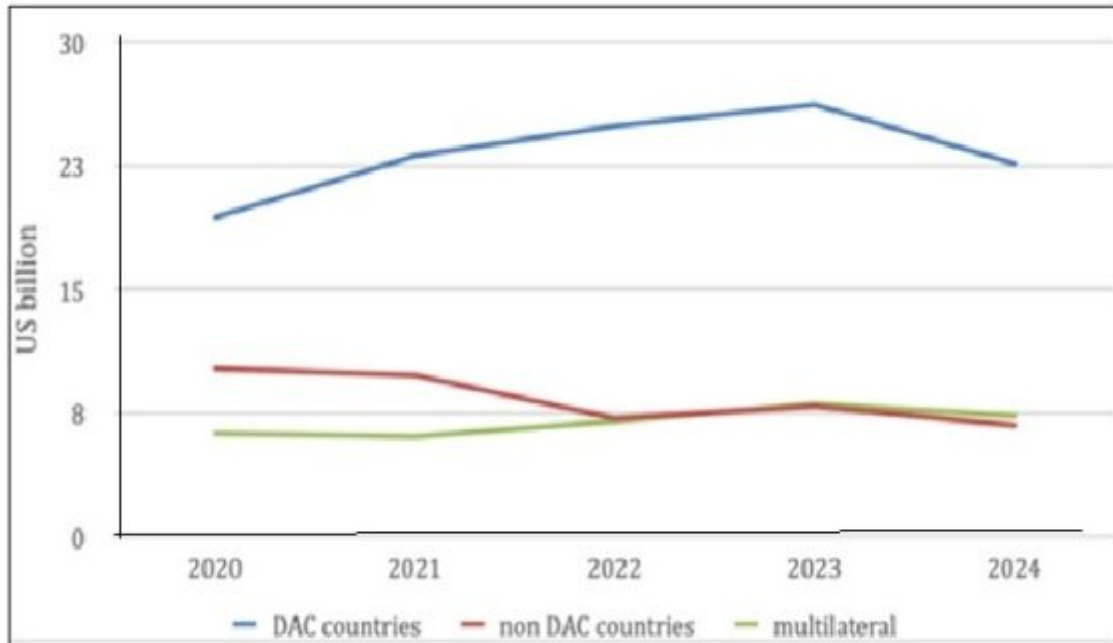
Figure 1

Dans le cadre d'une baisse globale d'APD de 6%, la part humanitaire de l'APD bilatérale reste globalement stable, passant de 14 % en 2023 à 13 % en 2024, et de 4 % à 12 % pour les pays du CAD. Les pays non-membres du CAD ont enregistré une baisse beaucoup plus forte, passant de 48 % en 2023 à 42 % en 2024 (contre 60 % en 2020), ce qui reflète une volonté accrue de s'engager davantage sur le plan structurel avec leurs pays partenaires.

Les données CRS 2024 mettent ainsi en évidence une évolution structurelle de l'aide humanitaire qui revient sur une gestion plus réactive concentrée sur les crises aiguës, au détriment d'un engagement prévisible dans les situations chroniques. Cette dynamique accroît le risque de sous-financement durable pour les crises moins visibles et pose la question de l'articulation entre aide humanitaire, développement et prévention des crises (le « Nexus ») que les hausses globales des budgets permettaient plus facilement.

Évolution par type de bailleur humanitaire

Malgré des baisses parfois significatives entre 2023 et 2024, les bailleurs bilatéraux membres du CAD demeurent collectivement les premiers bailleurs d'assistance humanitaire. Ils enregistrent globalement une contraction ou une stagnation de leur aide humanitaire, avec une concentration sur un nombre plus limité de crises politiquement prioritaires. Malgré les baisses de financement, les premiers fournisseurs de financement humanitaires demeurent les mêmes en 2024 que lors des années précédentes : US, Allemagne, l'UE et le Royaume uni, qui connaît une grande progression (+64%) principalement au Soudan, Sud Soudan, Syrie, West Bank and Gaza et RDC. La plus grande progression humanitaire est menée par la Corée (+351%) en raison d'efforts en Ukraine, en Afghanistan, en Syrie et au Myanmar.



La France passe de 10 ème à la 12 ème bailleur humanitaire parmi les pays membres du CAD avec une baisse de 21% entre 2023 (444 millions USD) et 2024 (352 millions USD).

Time period	2020	2021	2022	2023	2024	Evolution 2023-2024
DAC Members	22,070.810	26,217.837	28,097.816	29,534.372	25,509.197	-14%
Australia	266.383	333.901	387.558	345.698	315.084	-9%
Austria	60.140	117.630	170.394	149.129	160.982	8%
Belgium	203.445	186.052	211.796	235.167	189.476	-19%
Canada	677.154	783.704	973.476	688.209	432.250	-37%
Czechia	24.337	17.749	43.890	20.342	16.507	-19%
Denmark	377.459	385.989	436.079	404.422	494.237	22%
Estonia	5.122	4.198	4.625	4.891	2.264	-54%
Finland	96.700	83.800	99.784	141.530	98.727	-30%
France	129.769	92.342	335.997	443.978	352.236	-21%
Germany	2,154.637	2,970.269	3,731.367	2,638.545	1,730.458	-34%
Greece	4.565	3.294	3.749	3.690	2.233	-39%
Hungary	9.277	5.357	64.067	6.909	1.483	-79%
Iceland	4.843	8.405	15.535	15.570	11.851	-24%
Ireland	131.381	154.664	212.069	220.365	202.365	-8%
Italy	182.493	230.052	433.182	229.542	200.489	-13%
Japan	356.650	840.303	603.251	1,154.894	703.039	-39%
Korea	125.958	148.452	163.783	144.495	651.002	351%
Latvia	0.894	0.565	3.385	8.682	2.939	-66%
Lithuania	2.515	1.896	55.655	41.525	26.924	-35%
Luxembourg	66.583	67.316	87.790	100.781	90.597	-10%
Netherlands	380.694	313.007	370.003	512.504	437.955	-15%
New Zealand	29.654	35.310	29.802	52.893	52.825	0%
Norway	578.805	497.824	533.523	952.024	772.507	-19%
Poland	43.933	27.095	261.041	102.336	14.039	-86%
Portugal	6.733	4.178	40.075	18.017	5.913	-67%
Slovak Republic	1.605	0.726	7.720	3.420	6.340	85%
Slovenia	2.074	3.021	8.195	12.599	13.499	7%
Spain	120.823	155.155	197.169	216.739	180.878	-17%
Sweden	551.547	546.873	572.567	643.772	593.710	-8%
Switzerland	648.946	392.743	547.635	625.813	477.970	-24%

Les donateurs non membres du CAD présentent des trajectoires plus hétérogènes, présentant une baisse globale d'environ 15%. Certaines augmentations ciblées compensent partiellement les retraits des bailleurs traditionnels sur des crises spécifiques, y compris en Somalie et en Ukraine, mais les bailleurs du Golfe, principaux bailleurs non-CAD, avaient déjà commencé un retrait des financements humanitaires qui s'est trouvé confirmé en 2024. Une grande partie des financements

humanitaires des pays non membres du CAD sont alloués directement aux systèmes gouvernementaux (centraux ou locaux) des pays récipiendaires. Tous les pays non membres du CAD ne rapporte pas leur aide à l'OCDE, et l'aide de bailleurs importants tels que la Chine, l'Indonésie, ou le Brésil ne sont donc pas comptabilisés ici.

Time period	2020	2021	2022	2023	2024	Evolution 2023-2024
Non-DAC countries	10,196.014	9,785.238	7,161.471	7,888.653	6,744.410	-15%
Azerbaijan	1.452		20.461	73.132	45.730	-37%
Bulgaria	2.859	5.608	2.412	2.221	0.780	-65%
Chinese Taipei				0.485	0.890	83%
Croatia	3.226	0.873	4.023	10.845	15.317	41%
Cyprus	2.391	0.168	3.692	2.796	2.161	-23%
Israel			32.296	18.060	0.725	-96%
Kazakhstan	10.242	7.229	8.210	9.223	17.833	93%
Kuwait	39.907	24.610	18.666	5.089	19.836	290%
Liechtenstei		3.094	4.890	4.804	4.259	-11%
Malta		0.474	0.529	0.554	0.540	-2%
Monaco		0.858	1.901	1.613	1.328	-18%
Qatar	249.372	373.809	448.240	366.152	89.609	-76%
Romania	5.207	3.512	18.627	10.235	6.170	-40%
Saudi Arabia	285.664	453.178	94.834	195.883	261.729	34%
Thailand		0.207	1.069		0.579	
Türkiye	9,122.949	8,336.859	6,210.388	6,050.416	5,289.402	-13%
United Arab Emirates	452.972	574.759	291.234	1,137.144	987.522	-13%

Enfin, les organisations multilatérales jouent un rôle d'amortisseur, mais sans capacité à inverser la tendance générale avec une décreue globale de 9%. Les institutions de l'Union Européenne demeurent le premier bailleur multilatéral malgré une baisse de 13% entre 2023 et 2024. La banque mondiale est devenue un bailleur humanitaire multilatéral majeur avec de nombreux projets sociaux, de résilience ou de préparation aux risques rapportés comme assistance humanitaire. Les entités des Nations unies rapportent une baisse de 30% de leur aide, avec UNHCR and ILO marquant déjà en 2024 des baisses drastiques de leurs financements

Time period	2020	2021	2022	2023	2024	Evolution 2023-2024
Organisations multilatérales	6,265.717	6,069.902	6,988.563	8,049.126	7,313.692	-9%
EU Institutions	2,734.549	3,147.089	3,205.704	3,341.368	2,910.667	-13%
World Bank	1,093.683	838.106	1,413.577	1,954.693	2,414.802	24%
Arab Fund	5.294	1.059	2.279	3.016	5.894	95%
G7	15,591.848	19,575.54	20,364.22	21,209.692	17,776.224	-16%
Nations unies	2,388.703	2,040.909	2,339.085	2,717.868	1,904.203	-30%
CERF	915.413	557.554	769.963	667.328	562.673	-16%
FAO	23.656	22.190	27.125	22.468	18.922	-16%
[ILO	2.077	1.346	1.391	4.532	1.202	-73%
UNPBF		3.062	4.192	1.290		
UNDP	59.422	69.854	54.645			
UNFPA	67.355	52.696	74.004	65.567	79.366	21%
UNHCR	679.559	607.375	660.548	798.833	140.983	-82%
UNICEF	249.264	204.445	247.954	286.714	260.375	-9%
UNRWA	51.470	45.937	49.525	320.146	346.591	8%
WFP	278.175	322.459	354.807	404.769	356.106	-12%
WHO	62.313	149.780	93.378	136.038	137.981	1%

Pays bénéficiaires et allocation

En 2024, l'assistance humanitaire reste fortement concentrée sur un nombre restreint de pays affectés par des crises majeures et hautement médiatisées, au premier rang desquels l'Ukraine, le Soudan et les Territoires palestiniens. Les plus fortes augmentations entre 2023 et 2024 concernent des contextes ayant connu des chocs aigus récents. À l'inverse, plusieurs crises prolongées - notamment en Afghanistan, au Yémen ou en Syrie - enregistrent des baisses marquées, traduisant une dépriorisation relative malgré des besoins humanitaires persistants. L'assistance humanitaire aux populations en Afrique est restée très stable, marquant quelques rééquilibrages vers des crises plus aiguës comme le Soudan et les pays du Sahel central. L'aide à l'Ukraine a commencé de baisser significativement malgré la poursuite du conflit, une baisse humanitaire deux fois plus grande que la baisse d'APD générale à l'Ukraine entre 2023 et 2024 (-11%). La baisse d'APD aux réfugiés syriens en Türkiye a commencé dès avant la chute du régime Syrien en décembre 2024.

Time period	2020	2021	2022	2023	2024	Evolution 2023-2024
Developing countries	35,797.992	38,925.888	39,042.146	42,130.783	36,656.632	-13%
Europe	1,264.330	1,252.653	4,626.477	5,218.765	3,394.670	-35%
Türkiye	902.469	901.962	573.729	907.065	267.613	-70%
Ukraine	129.726	150.681	2,964.375	3,563.288	2,599.683	-27%
Afrique	9,319.005	10,916.616	10,549.490	12,412.343	12,410.307	0%
Libye	80.521	73.676	74.626	132.769	63.047	-53%
Ethiopie	849.957	1,440.198	1,585.503	1,673.007	1,424.722	-15%
Madagascar	92.661	109.902	160.406	187.827	240.609	28%
Mozambique	259.991	225.044	210.998	348.210	275.495	-21%
Somalie	771.204	748.659	851.388	1,281.242	979.029	-24%
Sud Soudan	1,139.384	1,109.148	1,039.258	870.320	911.053	5%
Soudan	670.701	865.650	755.205	892.833	1,351.491	51%
Cameroun	205.252	136.002	145.049	136.546	171.885	26%
RCA	335.110	271.750	278.515	264.029	173.457	-34%
Chad	223.365	232.225	180.849	396.462	668.855	69%
RDC	1,069.421	1,020.364	596.248	1,230.812	1,029.945	-16%
Burkina Faso	212.081	244.281	241.315	232.527	286.200	23%
Mali	219.458	196.535	212.768	214.314	254.249	19%
Niger	233.933	242.539	316.347	311.653	284.766	-9%
Nigeria	726.791	746.693	512.932	565.714	550.974	-3%
Ameriques	1,336.457	1,855.655	1,622.372	1,938.295	1,885.889	-3%
Haiti	130.154	149.726	160.855	232.292	300.472	29%
Venezuela	170.700	160.284	181.946	251.092	223.348	-11%
Asie	18,164.387	20,186.036	16,439.112	17,557.951	14,887.315	-15%
Afghanistan	588.644	2,289.451	2,176.192	1,466.331	917.369	-37%
Myanmar	218.732	241.737	232.068	303.670	351.124	16%
Irak	809.808	564.651	249.678	216.117	78.031	-64%
Jordanie	436.389	397.925	375.576	365.451	279.406	-24%
Liban	586.349	562.300	568.799	658.849	733.430	11%
Syrie	11,313.059	10,142.790	7,159.689	8,416.818	6,459.317	-23%
West Bank & Gaza Strip	525.398	817.546	816.531	1,796.884	2,187.407	22%
Yemen	1,841.323	2,288.173	1,782.957	1,499.540	1,089.165	-27%
Océanie	130.327	114.996	124.451	142.059	153.412	8%
Papouasie Nouvelle Guinée	11.497	6.734	6.563	18.274	19.149	5%
iles Salomon	5.289	4.658	9.322	13.599	18.111	33%

Communiqué complémentaire de l'OCDE sur les données 2025

Les données enregistrées pour cet article s'appuient sur les données 2024. Selon un communiqué récent de l'OCDE, l'aide extérieure versée par les pays membres du Comité d'aide au développement (CAD) et ses Associés a chuté en 2025, affichant un recul de 23.1 % en termes réels par rapport à 2024, soit la plus forte baisse jamais enregistrée dans l'histoire de l'aide publique au développement (APD).

Cette contraction porte l'APD à des niveaux qui n'avaient plus été observés depuis 2015, au moment de l'adoption du Programme de développement durable à l'horizon 2030. En 2025, l'APD consentie par les pays membres du CAD et son Associé¹ s'est établie à 174.3 milliards USD, ce qui représente 0.26 % de leur revenu national brut (RNB) combiné, en baisse par rapport aux 215.1 milliards USD (soit 0.34 % du RNB) enregistrés en 2024.

C'est la première fois que les cinq principaux fournisseurs procèdent tous, la même année, à une réduction de leur APD. Les États Unis ont réduit leur APD de 56.9 %.

« Les pressions budgétaires pesant sur les pays en développement s'accroissent, et le conflit en cours au Moyen-Orient représente un risque majeur pour la croissance mondiale et la sécurité alimentaire » a déclaré le Secrétaire général de l'OCDE, Mathias Cormann.

L'APD bilatérale en faveur de l'Ukraine a diminué de 38.2 % en 2025, pour s'établir à 10.3 milliards USD ; toutefois, si l'on prend en compte les apports des Institutions de l'Union européenne, elle a augmenté de 18.7 %, pour atteindre 44.9 milliards USD. Il s'agit du volume d'APD le plus important jamais fourni à un pays donné, qui dépasse l'APD bilatérale totale fournie par les membres du CAD destinée à l'ensemble des pays les moins avancés ou à l'ensemble des pays d'Afrique subsaharienne réunis. Ces dernières années, les membres se sont de plus en plus appuyés sur le système multilatéral pour soutenir les pays les moins avancés et compenser les réductions de l'aide bilatérale. **Ce sont les PMA qui sont les principales victimes de cet effondrement de l'aide.**

L'APD bilatérale consacrée aux programmes de développement de base (hors coût des réfugiés dans les pays donateurs, aide humanitaire et allègement de dette) a chuté de 26.3 %, soit le recul le plus marqué jamais enregistré. L'aide humanitaire et l'APD destinée à couvrir les coûts des réfugiés dans les pays donateurs ont elles aussi diminué, affichant un recul de, respectivement, 35.8 % et 22.1 %.

Sur la base d'une enquête menée auprès des membres du CAD et d'informations officielles publiées, l'OCDE anticipe une nouvelle baisse de 5.8 % de l'APD en 2026.

°O°

Notes

[1] Cet article s'appuie sur les données 2024, disponibles à l'occasion de sa publication. Les données 2024 relatives aux donateurs privés ne sont pas disponibles et ne sont pas prises en compte dans ces tableaux. Les données sont exprimées en dollars américains à prix constants.

Bibliographie

A lire dans l'encyclopédie

- * -Jean Luc Redaud- : [De quoi la crise de l'aide publique au développement est-elle le symptôme ?](#), N° 310 , 23/04/26
- * -Jean Pierre Bécue- : [Le Bangladesh le pays le plus vulnérable au changement climatique](#), N° 303 , [Les efforts d'une ONG locale en faveur des plus pauvres déjà touchés](#) , 27/01/2025.
- * -Coalition Eau, Payen Gérard- : [Droit d'accès à l'eau potable et à l'assainissement en 2023 : des retards persistants.](#), N° 292 , 31/05/2023.
- * -Nadège Legroux et Stéphanie Leyronas : [Les communs et l'aide au développement](#), N° 264 , 17/10/2019.
- * -X- [Les principes fondateurs de ce XXIème siècle, conditions nécessaires au changement à opérer pour le développement durable](#), N° 180 , 16/01/2013.
- * -Sachs Ignacy- : [Les défis du Second Sommet de la Terre de Rio de Janeiro](#), 'La main visible et ses cinq doigts', N° 163 ,12 juin 2012,

Références

- ° Revue solidarités humanitaires : In [\[info@defishumanitaires.com\]](mailto:info@defishumanitaires.com)
- ° OCDE -Comite d'Aide au Développement :
 - Bilan 2025 (donnée 2024) : In <https://www.oecd.org/fr/events/2026...> .
 - L'aide internationale a fortement reculé en 2025 selon les données de l'OCDE <https://www.oecd.org/fr/about/news/...>